

SRI LANKA - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE VI

Prorogation de délai

Décision du 18 juillet 1961¹

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, par Décision du 8 novembre 1988², ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement sri-lankais de mettre en oeuvre le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé) le 1er janvier 1989 et de procéder ultérieurement à des négociations;

Tenant compte du fait que, par Décisions successives, la validité de la dérogation accordée à Sri Lanka a été prorogée jusqu'au 30 juin 1996³;

Considérant que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995⁴, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée à Sri Lanka pour l'établissement d'une nouvelle Liste VI;

Considérant que le paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

¹Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions de l'OMC au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

²IBDD, S35/23.

³WT/L/120.

⁴WT/L/3 + Corr.1.

Tenant compte du fait que la documentation se rapportant à la transposition de la Liste de Sri Lanka dans la nomenclature du Système harmonisé a été distribuée le 12 janvier 1990 sous couvert du document SECRET/HS/26;

Considérant que le gouvernement sri-lankais a engagé des négociations au titre de l'article XXVIII avec quatre Membres, mais qu'il n'a pas pu les achever, car, en raison de la situation du pays au plan de la sécurité, il lui est très difficile d'obtenir et de coordonner les réponses des autorités sri-lankaises compétentes;

Notant que la hausse constante du prix du lait en poudre, l'un des principaux produits sur lesquels portent ces négociations, a contraint le gouvernement à revoir sa politique d'importation;

Considérant que le problème mentionné ci-dessus est devenu une question politique extrêmement sensible et que le gouvernement sri-lankais aura des difficultés à conclure les négociations avant le 30 juin 1996 mais qu'il a donné l'assurance qu'avant l'expiration de la prorogation demandée, les négociations seraient achevées à la satisfaction de tous les Membres intéressés;

Considérant que le gouvernement sri-lankais, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a demandé que l'exemption des obligations qui lui incombent au titre de l'article II du GATT de 1994 soit de nouveau reconduite⁵;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 30 avril 1997 la dérogation accordée à Sri Lanka par Décision du 8 novembre 1988.

⁵G/L/83.